

- REUNION -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

~

N° 124

2^{ème} trimestre 2005

~

- Septembre 2005 -

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	12
<i>Les placements des ménages</i>	14
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	14
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	15
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	15
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	15
<i>L'endettement des ménages</i>	16
<i>L'endettement des entreprises</i>	16
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	17
5. La position extérieure nette du système bancaire local	18
6. Risques sectoriels	19
7. Rappel des taux	21
7.1 Taux réglementés	21
7.2 Principaux taux de marché	21
7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	21
7.4 Taux de l'usure	21
8. Monnaie fiduciaire	22
8.1 Emission mensuelle de billets euros	22
8.2 Emission mensuelle de pièces euros	22

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par les EC locaux et les principaux EC non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit

local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 45 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

6) Position extérieure nette

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre avoirs et engagements extérieurs des établissements de crédit de la place.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle

L'expansion du marché du financement s'est poursuivi avec un second trimestre 2005 particulièrement dynamique au cours duquel le montant total des concours s'est accru de 280 millions d'€ (+ 14,5 % en rythme annuel) pour atteindre 8,4 milliards d'€. La clientèle « entreprises » a tiré le marché au second trimestre, avec une progression des encours de 21,5 % en rythme annuel (+ 171 millions d'€) pour un total de 3,6 milliards d'€. Cette variation s'explique par le rebond des crédits à court terme (+ 74 millions d'€ en trois mois), tandis que le ralentissement de la croissance des crédits d'investissement aux entreprises s'est confirmé (+ 42 millions d'€, soit + 8,7 % en rythme annuel). La hausse des créances douteuses brutes (+ 27 millions d'€, soit + 40 % en rythme annuel), dont le total représente 9,3 % de l'ensemble des concours accordés aux entreprises, s'est poursuivie.

A l'image des entreprises, le marché des particuliers s'est également accéléré entre le premier et le second trimestre 2005 (+ 103 millions d'€, soit + 10,4 % en rythme annuel), mais progresse à un rythme mois élevé que pour l'ensemble de l'année 2004 (+ 12,1 %). Le second trimestre est marqué par la reprise des crédits à la consommation (+ 10,4 % en rythme annuel contre + 6,5 % en 2004) et la bonne tenue des financements à l'habitat (+ 11,2 % en rythme annuel), bien qu'en légère décélération en comparaison de 2004 (+ 14,3 %). S'agissant de la collecte de dépôts, seuls les avoirs des particuliers progressent de manière sensible (+ 94 millions d'€).

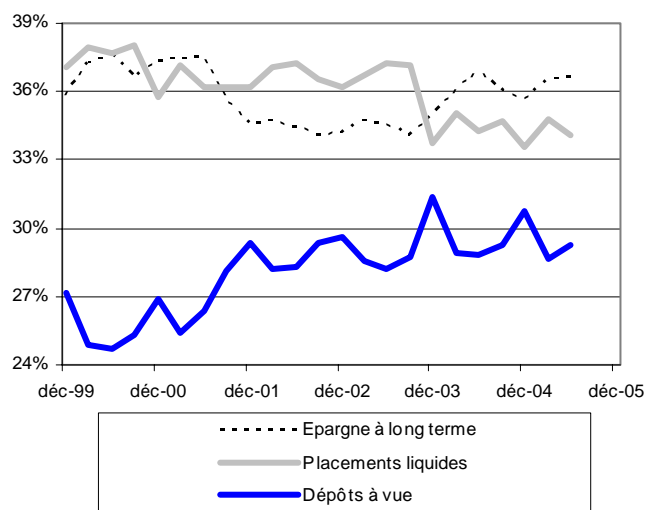
1.1. Les actifs financiers

Les **actifs financiers** détenus par la clientèle non financière des établissements de crédit locaux se sont élevés à 7,9 milliards d'€ à fin juin 2005, en progression apparente¹ de 25 millions d'€ par rapport au trimestre précédent (contre + 92 millions d'€ de décembre 2004 à mars 2005).

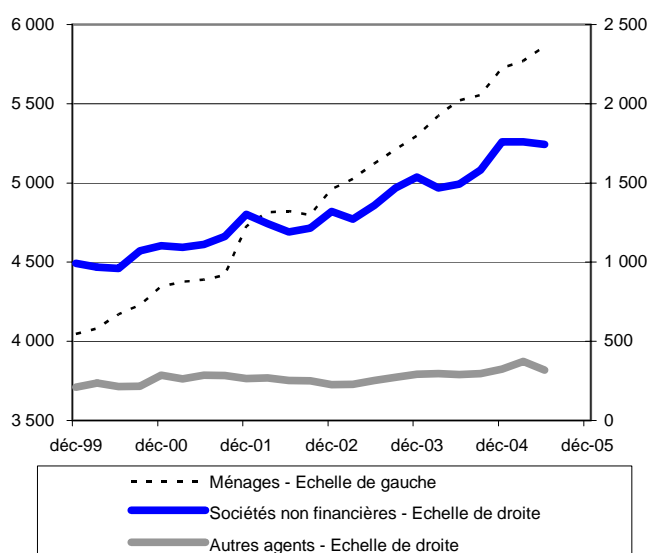
L'évolution des différents types de placements au deuxième trimestre 2005 est conforme aux mouvements régulièrement observés les précédentes années. Les encours des **dépôts à vue** se redressent légèrement (+ 53 millions d'€ de mars à juin 2005) après la baisse enregistrée au premier trimestre (- 137 millions d'€). Les **comptes sur livrets** progressent également (+ 20 millions d'€ de mars à juin 2005 après + 30 millions d'€ le trimestre précédent), tandis que les **placements liquides à taux de marché** diminuent de 62 millions d'€ (contre + 87 millions d'€ de décembre 2004 à mars 2005). La croissance de l'**épargne à long terme** s'est ralentie par rapport aux deux dernières années (+ 14 millions d'€ au second trimestre 2005 contre + 103 millions d'€ au premier trimestre 2005 et + 102 millions d'€ au deuxième trimestre 2004).

La décomposition de l'ensemble des actifs financiers par agent économique fait ressortir une progression rapide au cours du trimestre des placements des ménages (+ 94 millions d'€ soit + 1,6 %), alors que ceux des sociétés non financières (- 16 millions d'€) et

Poids des différents placements dans l'épargne totale (tous agents économiques)



Décomposition des actifs financiers détenus par les agents économiques (en millions d'€)



¹ Il faut noter que cette stabilité s'explique notamment par le retrait dans les statistiques de l'épargne gérée par le trésor pour compte de tiers (63 millions d'€).

des autres agents (- 54 millions d'€) sont orientés à la baisse.

La progression des **placements des ménages** provient essentiellement d'une hausse de leurs dépôts à vue au deuxième trimestre 2005 (+ 75 millions d'€) et, dans une moindre mesure, de leur épargne à long terme (+ 25 millions d'€), notamment les placements en produits d'assurance-vie (+ 33 millions d'€). Le poids relatif de l'épargne à long terme des ménages a eu tendance à progresser régulièrement depuis 2003, passant de 39,6 % en décembre 2002 à un maximum de 43,0 % en mars 2005, éloigné toutefois des 44,4 % atteint en mars 2000 avant l'éclatement de la bulle spéculative sur les marchés bousiers. Les placements liquides ont suivi une évolution inverse.

Le recul des **placements des sociétés non financières** au cours du deuxième trimestre résulte d'une diminution de leurs placements liquides et à terme (- 22 millions d'€) partiellement compensée par une hausse de leurs dépôts à vue (+ 5 millions d'€). Ces derniers représentent une proportion de 47,1 % de leurs disponibilités totales en juin 2005.

1.2. Les passifs financiers

a) Les concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (zone et hors zone)

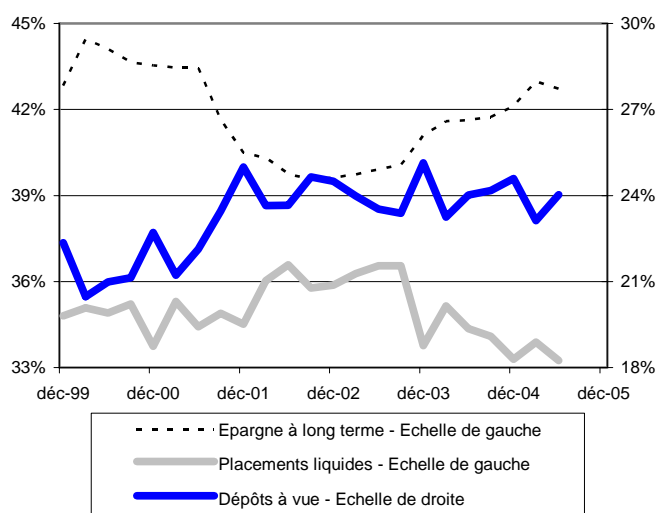
Le total des passifs financiers recensés par l'IEDOM s'élève à 11,3 milliards d'€ au 30 juin 2005, en progression de 8,9 % sur un an. La hausse enregistrée au deuxième trimestre 2005 a atteint 273 millions d'€ (+ 2,5 %). La part des concours octroyés par les établissements non installés localement représente 25,3 % de l'ensemble.

Avec un total de 5,4 milliards d'€ les **entreprises** sont les principales bénéficiaires des concours bruts totaux octroyés dans le département. Leur endettement, qui progresse de 9,4 % en un an, est constitué majoritairement de crédits liés à l'activité immobilière (39,8 % à fin juin 2005) et de crédits d'investissement (37,8 %).

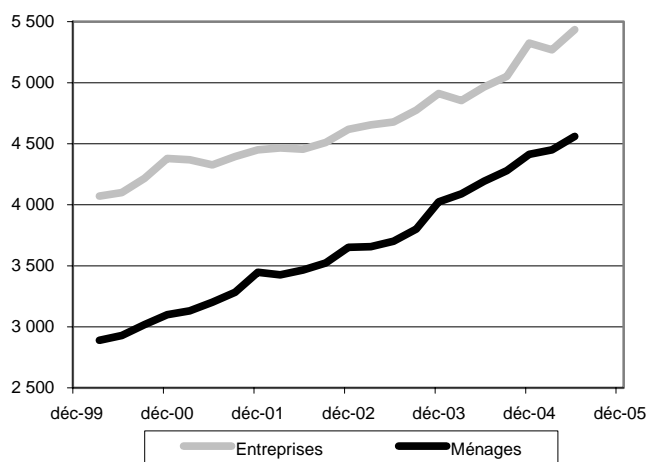
Les crédits attribués aux **ménages**, constitués à 63,6 % de crédits à l'habitat et à 31,4 % de crédits à la consommation, atteignent 4,6 milliards d'€ à fin juin 2005, en progression de 8,8 % en glissement annuel.

L'endettement des **administrations publiques locales**, principalement sous la forme de crédits à l'équipement, s'établit à 1,1 milliard d'€ tandis que celui des **autres agents économiques** représente un encours de 0,2 milliard d'€

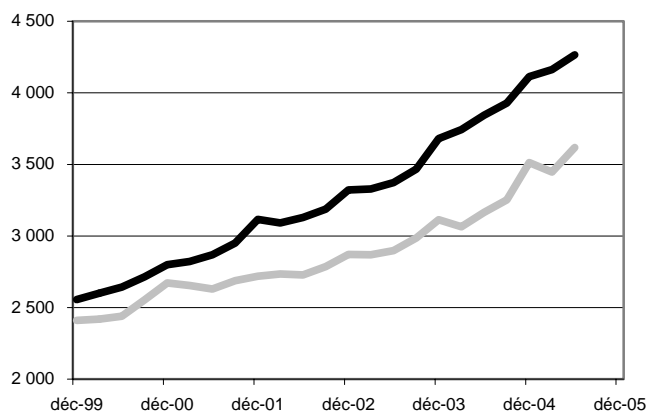
Poids des différents placements dans l'épargne totale des ménages



Concours bruts totaux (zone et hors zone) par agent économique (en millions d'€)



Concours bruts (zone) par agent économique (en millions d'€)



b) Les concours octroyés par les établissements de crédit locaux

Les crédits consentis par les **établissements de crédit locaux** s'établissent à 8,4 milliards d'€ à la fin du second trimestre 2005, soit une progression de 280 millions d'€ au cours du trimestre (+ 3,4 %) et de 956 millions d'€ par rapport à fin juin 2004 (+ 12,8 %).

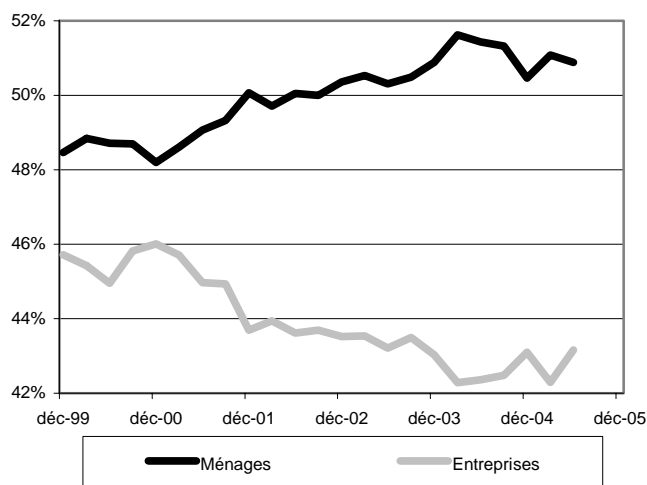
A la différence de l'analyse précédente, ce sont les **particuliers** qui sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux. Leur dette, en hausse de 10,9 % en glissement annuel (et de + 2,5 % sur le trimestre), s'élève à 4,3 milliards d'€ en juin 2005, soit 50,6 % du total des concours bruts consentis. Elle se compose majoritairement de crédits à l'habitat (2,7 milliards d'€) et de crédits à la consommation (1,4 milliard d'€). Elle s'est accrue de 103 millions d'€ au deuxième trimestre 2005 et de 420 millions d'€ au cours des douze derniers mois. La hausse des crédits à l'habitat des ménages explique 67 % de celle du deuxième trimestre et 78 % de celle des douze derniers mois. Ils progressent de 13,9 % entre juin 2004 et juin 2005, en léger retrait par rapport aux trimestres précédent (+ 14,1 % entre mars 2004 et mars 2005).

Le financement de la consommation des ménages continue de ralentir en glissement annuel (+ 79 millions d'€ de juin 2004 à juin 2005 soit + 6,0 % contre + 6,9 % le trimestre précédent). Toutefois, les crédits à la consommation se sont accrus de 33 millions d'€ au cours du deuxième trimestre 2005, soit la plus forte progression trimestrielle enregistrée au cours des douze derniers mois. La proportion des crédits à la consommation dans le total des crédits sains des ménages est ainsi passée de 35,5 % à 33,9 % en un an, tandis que celle des crédits à l'habitat progressait de 63,8 % à 65,4 %.

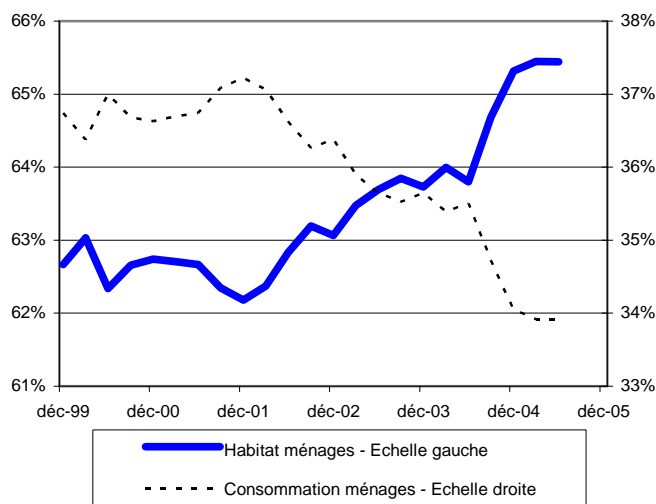
La part des créances douteuses dans l'ensemble des concours consentis aux particuliers décroît légèrement au deuxième trimestre 2005 pour atteindre 4,4 %, soit un niveau légèrement inférieur à celui observé un an auparavant (4,5 %). En montant, les créances douteuses brutes sur les ménages progressent toutefois de 7,3 % par rapport à juin 2004, à 186,4 millions d'€.

Les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM anticipent, pour le troisième trimestre 2005, un possible ralentissement de l'octroi de crédit à l'habitat, associé à la poursuite de la reprise du financement de la consommation.

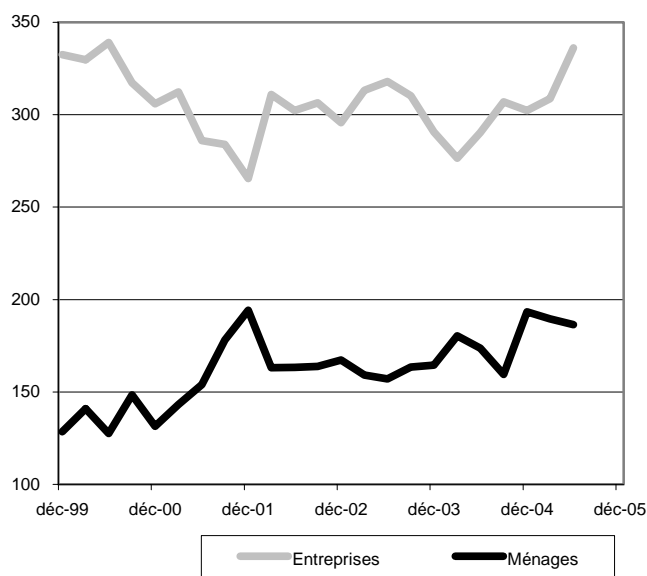
Proportion des crédits par agent économique dans le total des concours bruts locaux



Poids des crédits à l'habitat et à la consommation dans les crédits sains des ménages



Créances douteuses brutes (zone) par agent économique (en millions d'€)



Les concours bruts attribués aux **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) par les banques locales s'élèvent à 3,6 milliards d'€ fin juin 2005, en hausse de 171 millions d'€ au cours du deuxième trimestre 2005 (+ 4,6 %) et de 453 millions d'€ sur les douze derniers mois (+ 14,3 %). Ils sont principalement constitués de crédit à l'investissement (2,0 milliards d'€ soit 55,7 % des encours totaux), de crédits d'exploitation (0,8 milliard d'€ soit 22,6 %) et de créances douteuses brutes (0,3 milliard d'€ soit 9,3 %).

Les crédits à l'équipement des entreprises progressent de 42 millions d'€ au deuxième trimestre 2005, tandis que les financements d'exploitation consentis aux entreprises se sont accrus de 74 millions d'€ après avoir toutefois diminué de 98 millions d'€ entre décembre 2004 et mars 2005.

Le financement des entreprises est nettement plus risqué que le crédit à la clientèle particulière, avec un taux moyen de créances douteuses brutes de 9,3 % en juin 2005, en progression sur les deux premiers trimestres de l'année 2005, après plusieurs années de baisse régulière. Les créances douteuses brutes constatées sur les entreprises ont ainsi progressé de 8,9 % au deuxième trimestre 2005 à 336 millions d'€.

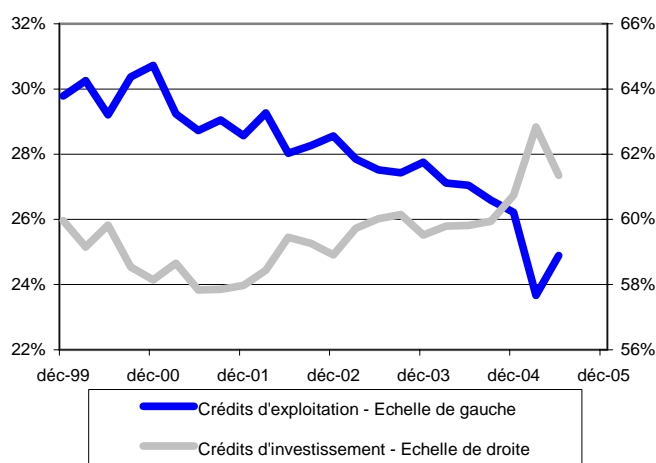
La bonne tenue du financement des entreprises ne se reflète pourtant pas dans les opinions des dirigeants des établissements de crédit interrogés, avec des soldes d'opinion encore négatifs, bien qu'en progrès par rapport au premier trimestre 2005. Les financements (exploitation et investissement) en faveur des entreprises devraient cependant encore s'accroître au troisième trimestre 2005.

L'endettement des collectivités locales auprès des établissements de crédit installés localement s'établit à 0,4 milliard d'€ en juin 2005 (33,8 % de leur dette totale zone et hors zone), en hausse de 17,4 % sur les douze derniers mois. Il a cependant peu évolué au deuxième trimestre 2005 (+ 0,4 %).

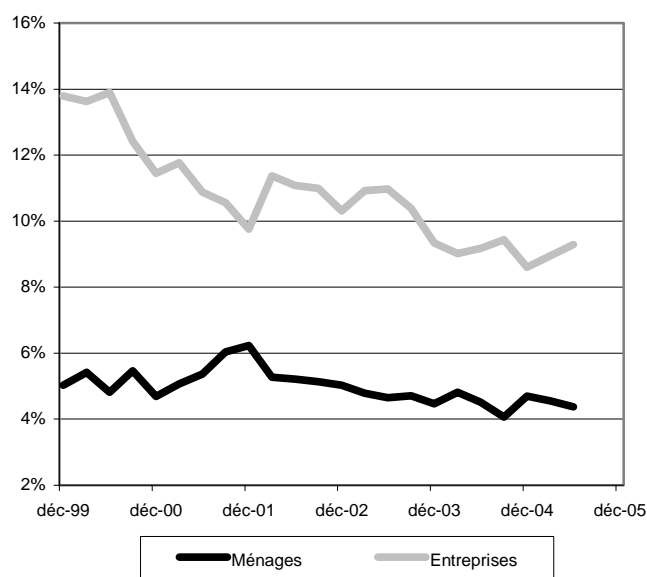
Les concours consentis aux **autres agents et à la clientèle diverse**, qui représentent 0,2 milliard d'€ à fin juin 2005, progressent de + 18,9 % en glissement annuel (mais de + 2,8 % seulement au deuxième trimestre 2005).

Au total, compte tenu de la progression plus rapide des crédits que des dépôts, le système bancaire local présente toujours un **déficit structurel croissant de sa position extérieure nette**, soit - 1,7 milliard d'euros fin mars 2005.

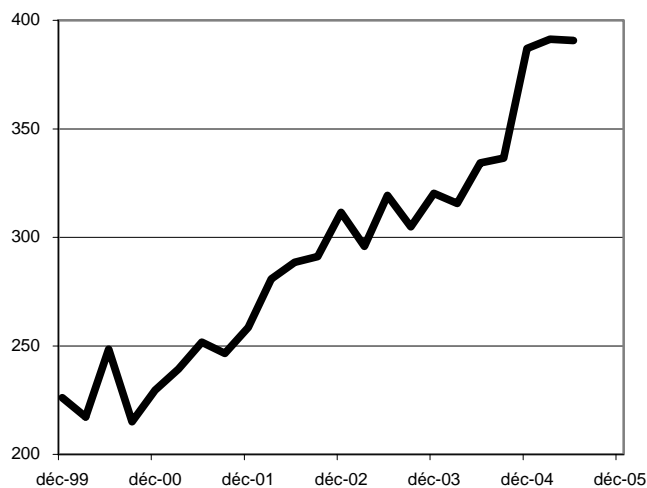
Poids des crédits d'exploitation et d'investissement dans le total des crédits sains aux entreprises



Proportion des créances douteuses dans le total des concours (zone) par agent économique



Concours aux collectivités publiques par les EC locaux (en millions d'€)



1.3. Les risques recensés au SCR

Au 30 juin 2005, l'encours des crédits aux entreprises de la Réunion recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait 6,9 milliards d'€ en hausse de 8,0 % en glissement annuel et de + 0,5 % par rapport à mars 2005.

Le secteur de l'immobilier tient une place prépondérante (44,3 %) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises du département, principalement en faveur des grandes sociétés d'économie mixte (promoteurs sociaux) et de HLM. Les concours consentis aux entreprises de ce secteur ont progressé de 6,5 % sur les douze derniers mois, et de + 1,3 % au cours du deuxième trimestre 2005.

Les plus fortes augmentations enregistrées à fin juin 2005 concernent toujours les entreprises des secteurs de l'énergie (+ 270 % en glissement annuel), de l'éducation et de la santé (+ 44 % en glissement annuel) et des activités financières hors établissements de crédit (+ 122 % en glissement annuel). Toutefois, ces secteurs ne représentent respectivement que 2 %, 5 % et 2 % des encours totaux. Les secteurs qui drainent une proportion significative des financements bancaires progressent plus modérément : + 13 % pour les administrations publiques locales qui concentrent 19 % des financements et + 5,5 % pour le commerce (10 % des encours). Enfin, les encours déclarés sur le secteur des services diminuent fortement sur le trimestre (- 32,8 %) du fait notamment du transfert du siège social de Groupe Bourbon hors du département.

1.4. Le coût du crédit aux entreprises orienté à la baisse

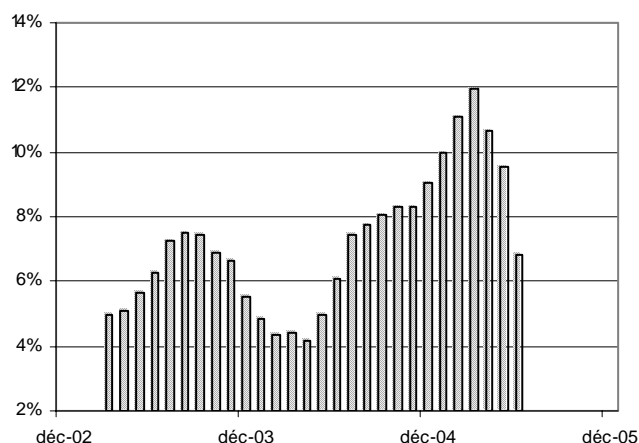
La dernière enquête réalisée par l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion, au mois de juillet 2005, fait ressortir un **taux moyen pondéré global historiquement bas de 5,22 %**, inférieur de 14 points de base au taux observé lors de l'enquête de janvier 2005 (5,36 %). Les conditions débitrices moyennes des concours à terme s'établissent à 4,26 %, en baisse de 46 points de base (4,72 % le semestre précédent), tandis que les conditions débitrices moyennes à court terme s'inscrivent en légère hausse de 13 points de base à 5,78 % (5,65 % en janvier 2005).

Cette évolution s'observe dans une période de taux monétaire bas, qui demeurent proche de 2 % depuis le milieu de l'année 2003, en relation avec le taux minimal des opérations principales de refinancement de la Banque Centrale Européenne (taux de 2 % inchangé depuis le 9 juin 2003).

2 - Perspectives

L'enquête d'opinions réalisée au deuxième trimestre 2005 auprès des dirigeants des établissements de crédit installés localement fait ressortir pour le troisième trimestre 2005 une bonne tenue des principaux indicateurs de résultat des banques, après le léger effritement des marges observé au premier trimestre 2005. En revanche, dans le prolongement de ce qui est observé depuis le troisième trimestre 2004, le coût du risque devrait continuer à se dégrader au cours du troisième trimestre 2005 si l'on en croit les anticipations des responsables des établissements de crédit. L'environnement économique du département est une nouvelle fois appréhendé de manière plus positive que le trimestre précédent.

Variation annuelle (moyenne) des risques déclarés sur les entreprises (zone et hors zone)



L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

<p style="text-align: center;">Tendance des dépôts collectés</p>	<p style="text-align: center;">Soldes d'opinions (bruts) des dirigeants Réalisations au 30 juin 2005 Prévisions au 30 septembre 2005</p> <p>(Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefi, Slibail Réunion, Réunionbail, Cmoi, Crcmmr, Cfb, Etoile Oi, Factorem et la Poste)</p>
<p style="text-align: center;">Production de crédits d'équipement aux entreprises</p>	<p style="text-align: center;">Production de crédits d'exploitation aux entreprises</p>
<p style="text-align: center;">Production de crédits à l'habitat des particuliers</p>	<p style="text-align: center;">Production de crédits à la consommation (particuliers)</p>
<p style="text-align: center;">Tendance du produit net bancaire</p>	<p style="text-align: center;">Tendance des commissions prélevées</p>
<p style="text-align: center;">Tendance du coût du risque</p>	<p style="text-align: center;">Tendance du résultat net</p>
<p style="text-align: center;">Tendance du climat social</p>	<p style="text-align: center;">Tendance de l'environnement économique</p>

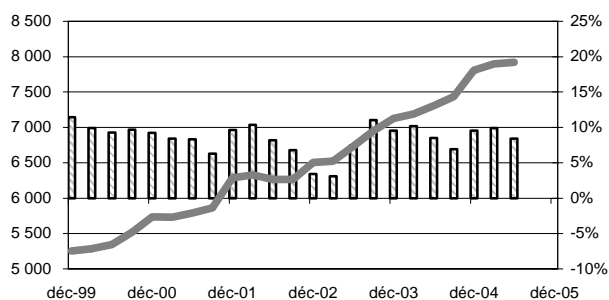
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-03	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	1 an	1 trim
Sociétés non financières	1 357,831	1 469,065	1 537,164	1 469,858	1 492,875	1 581,283	1 759,101	1 760,022	1 744,096	16,8%	-0,9%
Dépôts à vue	644,060	717,752	831,332	740,091	719,091	764,830	894,248	816,805	822,200	14,3%	0,7%
Placements liquides ou à court terme	575,886	606,030	543,691	542,997	523,789	610,010	642,004	715,424	711,776	35,9%	-0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,989	0,971	0,739	0,856	4,449	0,855	0,846	1,133	9,187	106,5%	710,9%
Placements indexés sur les taux de marché	574,897	605,059	542,952	542,141	519,340	609,155	641,158	714,291	702,589	35,3%	-1,6%
<i>dont comptes à terme</i>	151,390	168,580	191,754	172,893	160,179	184,183	208,002	238,476	227,028	41,7%	-4,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	194,648	204,323	195,926	216,919	210,567	242,964	196,547	249,081	223,047	5,9%	-10,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	219,695	224,039	149,454	146,421	142,497	175,189	228,548	219,426	245,853	72,5%	12,0%
Epargne à long terme	137,885	145,283	162,141	186,770	249,995	206,443	222,848	227,794	210,119	-16,0%	-7,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	57,389	60,980	67,640	86,756	100,145	103,000	113,437	114,150	111,323	11,2%	-2,5%
Ménages	5 122,668	5 211,605	5 296,915	5 423,259	5 522,559	5 557,039	5 724,743	5 768,986	5 863,200	6,2%	1,6%
Dépôts à vue	1 204,972	1 218,731	1 331,930	1 261,049	1 326,147	1 343,222	1 408,004	1 333,862	1 408,715	6,2%	5,6%
Placements liquides ou à court terme	1 872,646	1 904,990	1 788,730	1 906,393	1 897,210	1 894,497	1 905,862	1 955,345	1 949,537	2,8%	-0,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 438,159	1 445,515	1 469,620	1 522,074	1 533,113	1 544,863	1 574,860	1 616,087	1 629,882	6,3%	0,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	506,261	518,803	530,135	551,528	559,145	567,295	591,474	608,890	618,195	10,6%	1,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	463,123	450,368	455,668	469,978	462,899	462,602	460,585	470,640	469,735	1,5%	-0,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	30,247	31,303	32,146	32,484	33,566	33,499	29,606	29,824	30,399	-9,4%	1,9%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	88,773	93,503	97,611	103,685	109,146	111,845	115,889	119,655	121,284	11,1%	1,4%
<i>dont CODEVI</i>	141,846	143,091	145,013	148,815	149,879	150,032	154,788	158,902	160,574	7,1%	1,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	207,909	208,447	209,047	215,584	218,478	219,590	222,518	228,176	229,695	5,1%	0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	434,487	459,475	319,110	384,319	364,097	349,634	331,002	339,258	319,655	-12,2%	-5,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	157,833	168,464	160,818	171,767	168,120	157,949	168,078	198,356	165,824	-1,4%	-16,4%
<i>dont bons de caisse</i>	38,959	44,038	38,179	37,410	36,615	28,314	28,874	29,961	23,984	-34,5%	-19,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	237,695	246,973	120,113	175,142	159,362	163,371	134,050	110,941	129,847	-18,5%	17,0%
Epargne à long terme	2 045,050	2 087,884	2 176,255	2 255,817	2 299,202	2 319,320	2 410,878	2 479,779	2 504,948	8,9%	1,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	765,731	772,276	796,648	823,873	825,347	830,130	853,294	870,054	871,404	5,6%	0,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	128,073	130,591	131,164	129,020	124,762	121,313	121,605	118,874	114,565	-8,2%	-3,6%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	7,661	7,140	6,706	6,915	7,096	6,847	6,878	6,752	7,150	0,8%	5,9%
<i>dont portefeuille-titres</i>	199,896	207,725	214,559	224,077	208,895	204,127	218,876	230,535	219,386	5,0%	-4,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	115,766	122,253	131,888	138,055	155,881	157,146	169,753	164,660	170,132	9,1%	3,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	827,923	847,899	895,290	933,877	977,221	999,756	1 040,472	1 088,905	1 122,311	14,8%	3,1%
Autres agents	262,493	271,669	291,772	296,571	290,412	296,935	325,410	372,369	318,617	9,7%	-14,4%
Dépôts à vue	52,524	58,971	71,221	76,645	62,947	69,703	99,500	113,698	85,966	36,6%	-24,4%
Placements liquides ou à court terme	66,354	74,840	69,891	68,772	80,562	78,085	72,240	75,633	42,915	-46,7%	-43,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	20,241	20,599	20,102	20,300	21,148	20,903	19,472	17,570	15,638	-26,1%	-11,0%
Placements indexés sur les taux de marché	46,113	54,241	49,789	48,472	59,414	57,182	52,768	58,063	27,277	-54,1%	-53,0%
Epargne à long terme	143,615	137,858	150,660	151,154	146,903	149,146	153,670	183,038	189,736	29,2%	3,7%
Total actifs financiers	6 743,388	6 952,735	7 126,570	7 189,687	7 305,845	7 435,257	7 809,260	7 901,381	7 925,913	8,5%	0,3%
Dépôts à vue	1 901,556	1 995,454	2 234,483	2 077,785	2 108,185	2 177,755	2 401,755	2 264,369	2 316,882	9,9%	2,3%
Placements liquides ou à court terme	2 515,282	2 586,256	2 403,031	2 518,162	2 501,561	2 582,593	2 620,108	2 746,401	2 704,227	8,1%	-1,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 459,389	1 467,085	1 491,180	1 543,230	1 558,710	1 566,621	1 595,178	1 634,790	1 654,707	6,2%	1,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	527,202	540,086	551,510	572,618	581,012	588,856	611,718	627,519	637,014	9,6%	1,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	463,257	450,502	455,734	470,044	466,465	462,668	460,659	470,714	475,741	2,0%	1,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	30,247	31,303	32,146	32,484	33,566	33,499	29,606	29,824	30,399	-9,4%	1,9%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	88,797	93,526	97,626	103,685	109,170	111,862	115,889	119,655	121,284	11,1%	1,4%
<i>dont CODEVI</i>	141,888	143,131	145,046	148,815	149,930	150,070	154,788	158,902	160,574	7,1%	1,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	207,998	208,537	209,118	215,584	218,567	219,666	222,518	228,176	229,695	5,1%	0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	1 055,893	1 119,171	911,851	974,932	942,851	1 015,972	1 024,930	1 111,611	1 049,520	11,3%	-5,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	326,409	355,040	370,672	359,398	347,162	363,619	389,347	450,165	408,470	17,7%	-9,3%
<i>dont bons de caisse</i>	48,178	52,210	44,052	43,373	42,755	36,813	36,966	37,298	30,675	-28,3%	-17,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	220,091	224,435	149,454	146,421	142,497	175,189	228,548	219,426	245,853	72,5%	12,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	461,215	487,486	347,673	425,740	410,437	440,351	370,069	404,722	364,522	-11,2%	-9,9%
Epargne à long terme	2 326,550	2 371,025	2 489,056	2 593,740	2 696,099	2 674,909	2 787,397	2 890,611	2 904,804	7,7%	0,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	766,896	773,300	797,612	823,873	826,209	831,011	853,294	870,054	871,404	5,5%	0,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	128,270	130,788	131,368	129,020	124,967	121,518	121,605	118,874	114,565	-8,3%	-3,6%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	7,661	7,140	6,706	6,915	7,096	6,847	6,878	6,752	7,150	0,8%	5,9%
<i>dont portefeuille-titres</i>	301,566	313,301	329,551	341,644	372,842	322,929	341,962	357,470	336,767	-9,7%	-5,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	294,234	298,597	328,529	358,412	387,765	392,848	423,186	448,556	452,607	16,7%	0,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	827,923	847,899	895,290	933,877	977,221	999,756	1 040,472	1 088,905	1 122,311	14,8%	3,1%

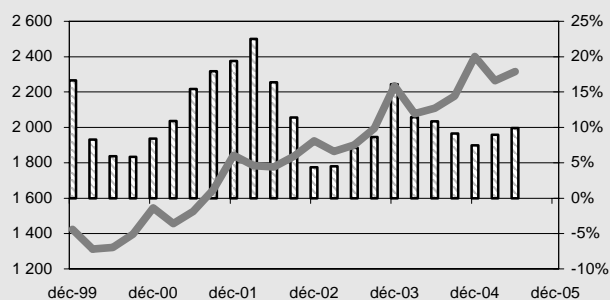
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

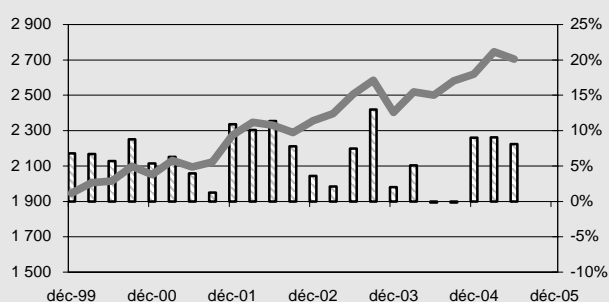
Ensemble des actifs financiers



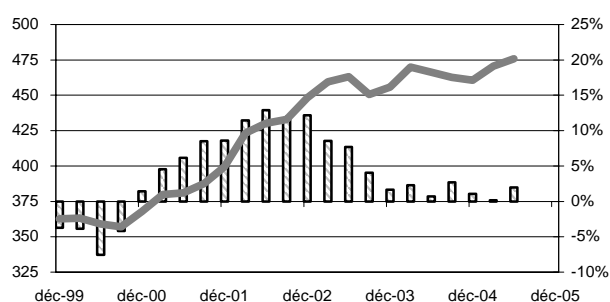
Dépôts à vue



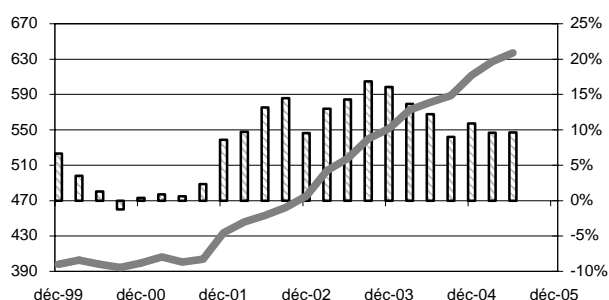
Ensemble des placements liquides ou à court terme



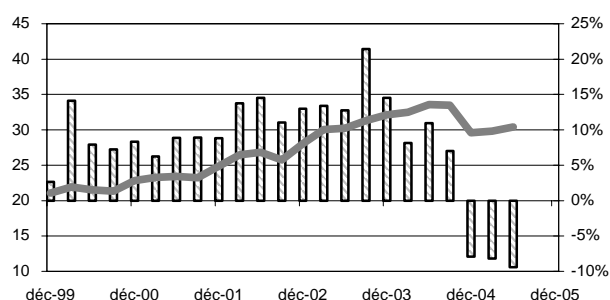
Livrets 'A' des caisses d'épargne



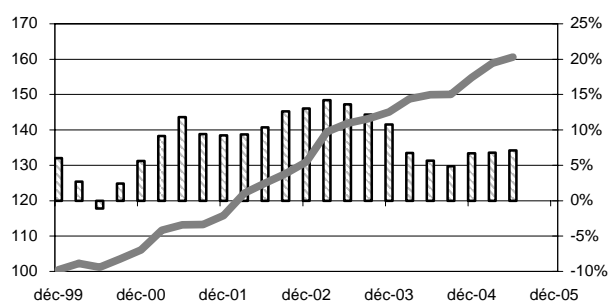
Livrets ordinaires



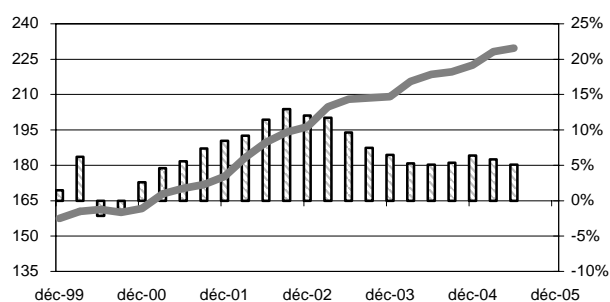
Livrets jeunes



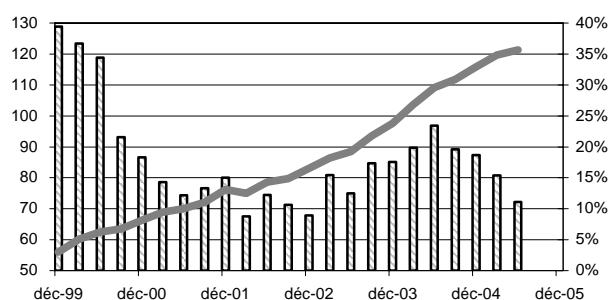
Codevi (comptes de développement industriel)



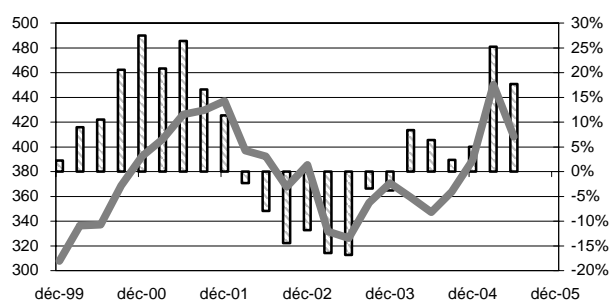
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



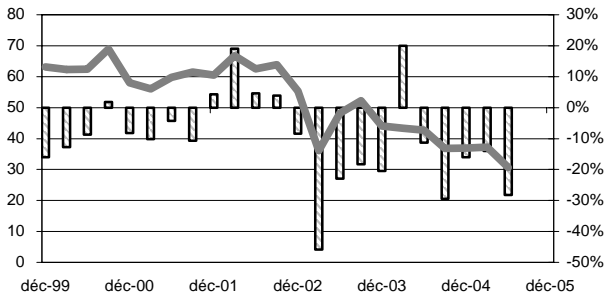
Dépôts à terme



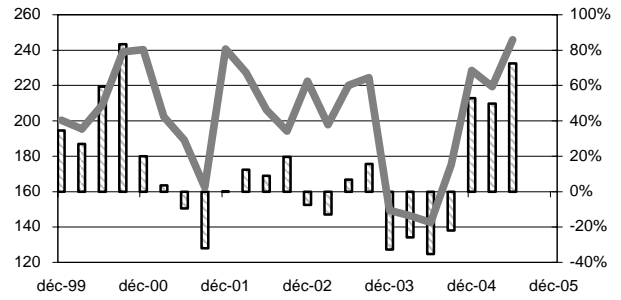
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

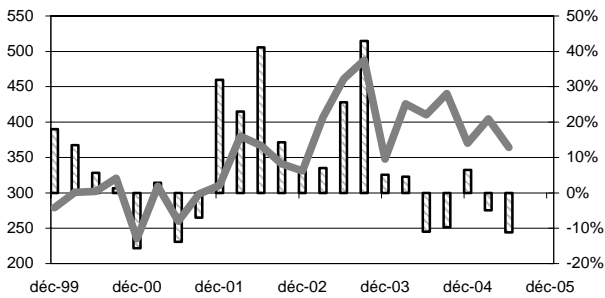
Bons de caisse et bons d'épargne



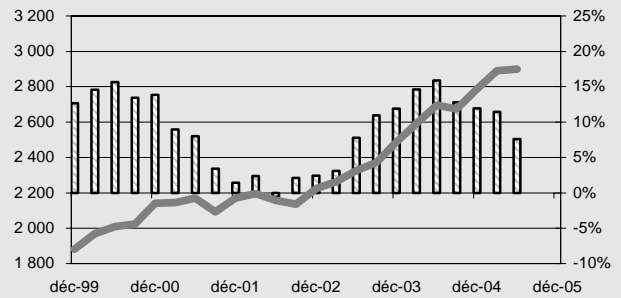
Certificats de dépôts négociables



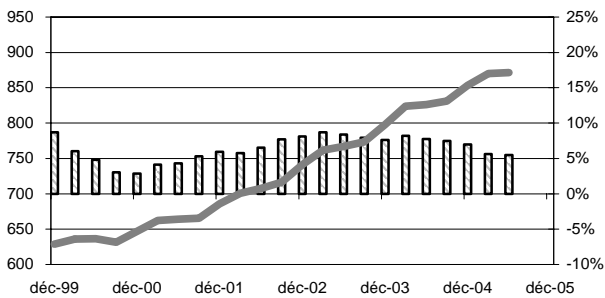
OPCVM monétaires



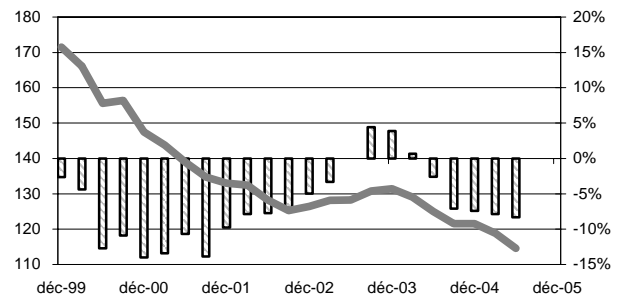
Epargne à long terme



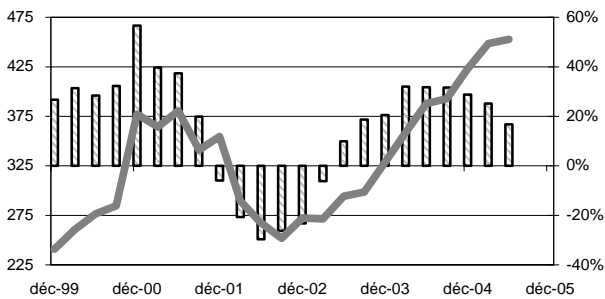
Plans d'épargne logement



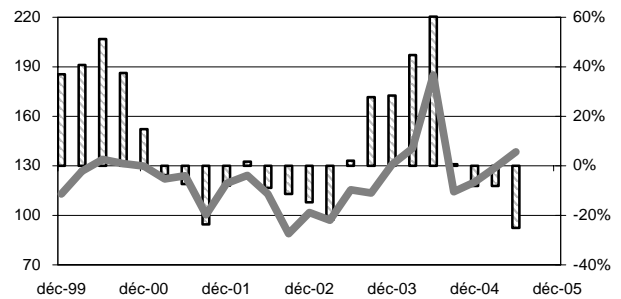
Plans d'épargne populaire



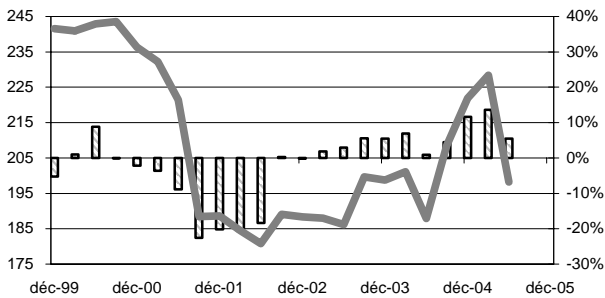
OPCVM titres en portefeuille titres



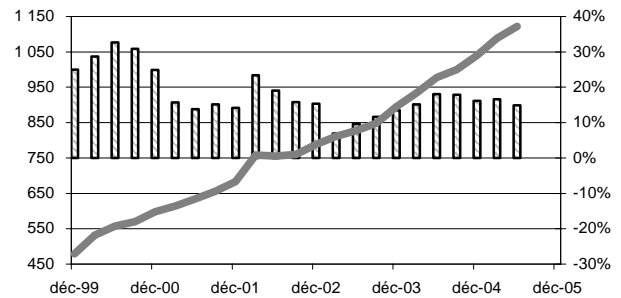
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres

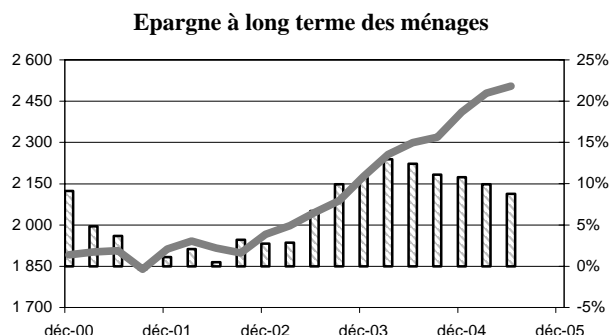
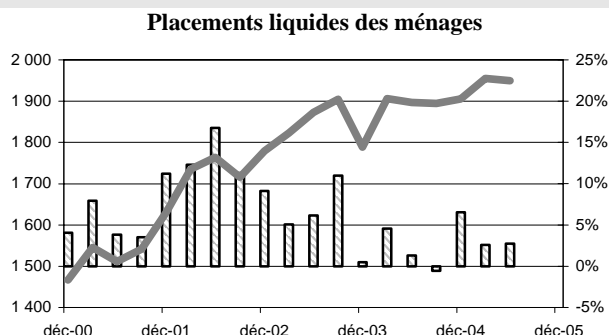
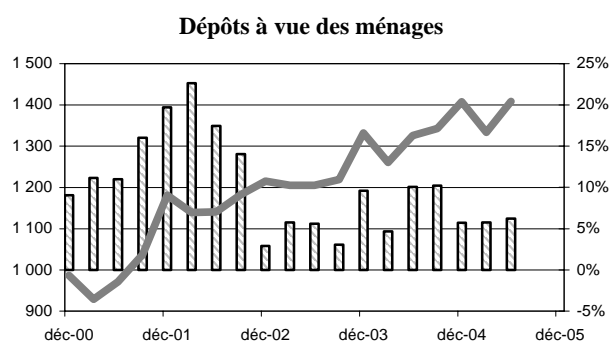
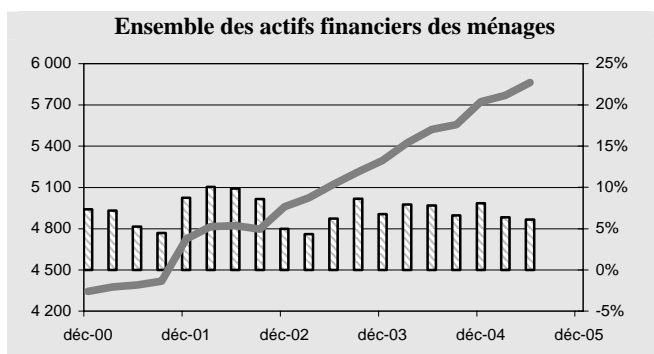


Assurance-vie



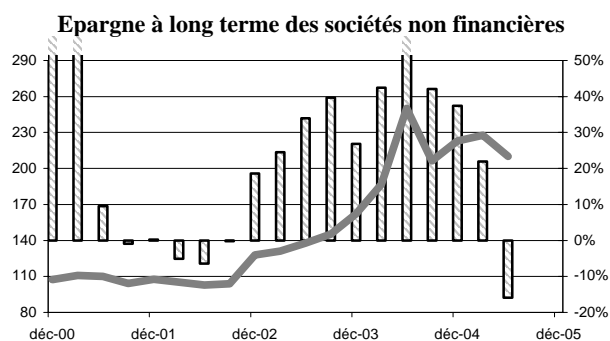
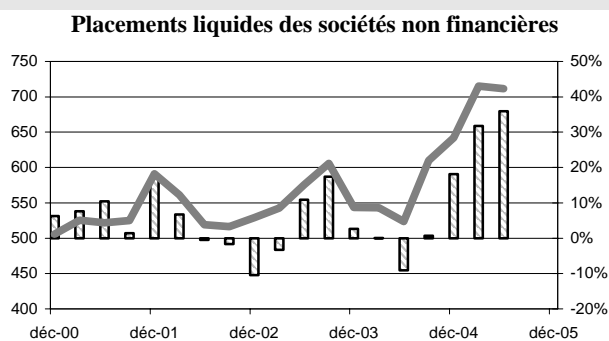
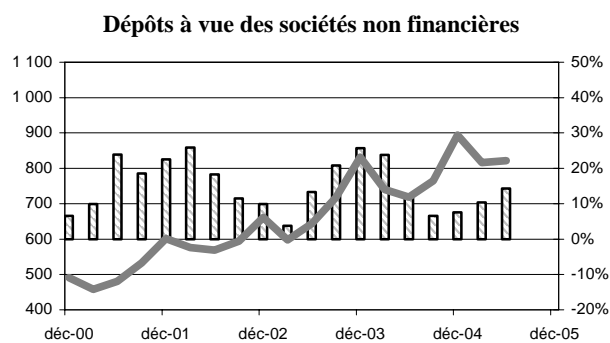
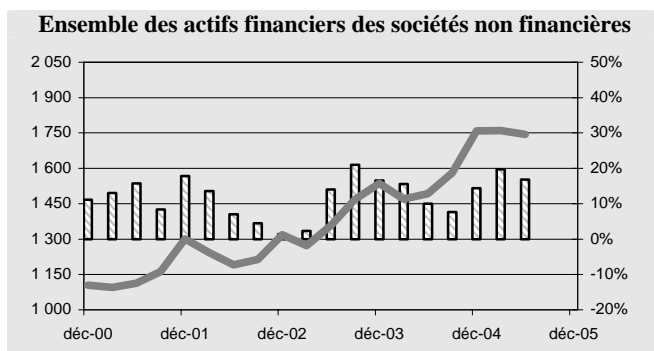
Les placements des ménages

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



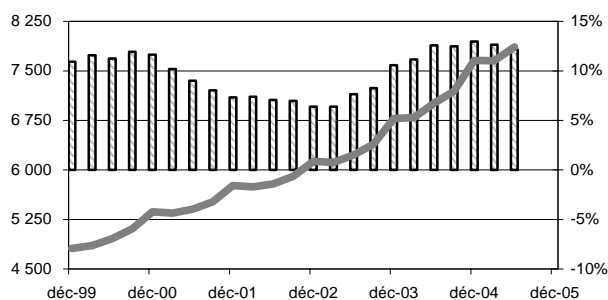
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

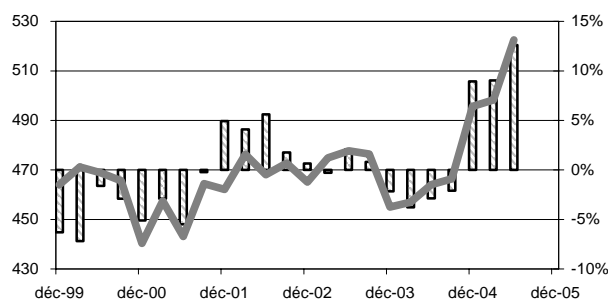
	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-03	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	709,702	732,281	781,274	756,304	777,557	780,958	841,173	743,366	817,062	5,1%	9,9%
Créances commerciales	131,111	136,592	138,099	124,880	130,891	139,894	152,743	130,159	143,025	9,3%	9,9%
Crédits de trésorerie	398,903	424,288	474,274	461,882	456,153	454,047	489,075	427,799	458,262	0,5%	7,1%
Comptes ordinaires débiteurs	133,292	118,693	107,093	118,306	134,237	128,552	132,247	121,792	148,673	10,8%	22,1%
Affacturation	46,396	52,708	61,808	51,236	56,276	58,465	67,108	63,616	67,102	19,2%	5,5%
Crédits d'investissement	1 548,739	1 610,611	1 680,801	1 668,207	1 720,864	1 766,482	1 951,456	1 973,064	2 015,322	17,1%	2,1%
Crédits à l'équipement	1 391,121	1 449,914	1 497,986	1 482,258	1 526,328	1 563,570	1 735,614	1 767,415	1 810,327	18,6%	2,4%
Crédit-bail	157,618	160,697	182,815	185,949	194,536	202,912	215,842	205,649	204,995	5,4%	-0,3%
Crédits à l'habitat	250,376	262,379	285,425	296,605	310,378	330,251	362,806	374,276	400,186	28,9%	6,9%
Autres crédits	70,394	71,562	75,250	67,936	66,957	67,678	56,156	48,523	50,287	-24,9%	3,6%
Encours sain	2 579,211	2 676,833	2 822,750	2 789,052	2 875,756	2 945,369	3 211,591	3 193,229	3 282,857	14,2%	4,6%
Créances douteuses brutes	317,737	309,938	290,175	276,266	290,283	306,851	302,273	308,647	336,136	15,8%	8,9%
Encours total	2 896,948	2 986,771	3 112,925	3 065,318	3 166,039	3 252,220	3 513,864	3 447,876	3 618,993	14,3%	5,0%
Taux de créances douteuses	11,0%	10,4%	9,3%	9,0%	9,2%	9,4%	8,6%	9,0%	9,3%	0,1 pt	0,3 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 144,614	1 171,738	1 252,104	1 259,983	1 302,273	1 307,482	1 334,059	1 347,530	1 380,963	6,0%	2,5%
Crédits de trésorerie	1 053,758	1 073,214	1 143,779	1 156,072	1 197,409	1 200,003	1 230,968	1 236,923	1 264,316	5,6%	2,2%
Comptes ordinaires débiteurs	43,680	48,701	54,453	47,897	46,591	46,962	44,712	51,255	57,931	24,3%	13,0%
Crédit-bail	47,176	49,823	53,872	56,014	58,273	60,517	58,379	59,352	58,716	0,8%	-1,1%
Crédits à l'habitat	2 048,726	2 109,662	2 241,484	2 279,863	2 344,067	2 438,333	2 561,202	2 600,894	2 670,340	13,9%	2,7%
Autres crédits	23,185	22,820	23,686	22,701	26,574	23,848	38,294	25,535	28,982	9,1%	13,5%
Encours sain	3 216,525	3 304,220	3 517,274	3 562,547	3 672,914	3 769,663	3 933,555	3 973,959	4 080,285	11,1%	2,7%
Créances douteuses brutes	156,892	163,281	164,153	180,298	173,691	159,413	193,425	189,624	186,400	7,3%	-1,7%
Encours total	3 373,417	3 467,501	3 681,427	3 742,844	3 846,605	3 929,076	4 126,980	4 163,583	4 266,685	10,9%	2,5%
Taux de créances douteuses	4,7%	4,7%	4,5%	4,8%	4,5%	4,1%	4,7%	4,6%	4,4%	-0,1 pt	-0,2 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	28,342	16,596	8,403	11,730	14,559	10,131	8,523	11,953	9,049	-37,8%	-24,3%
Crédits de trésorerie	20,553	10,441	5,781	7,721	7,620	3,238	4,145	8,837	6,252	-18,0%	-29,3%
Comptes ordinaires débiteurs	7,789	6,155	2,622	4,009	6,939	6,893	4,378	3,116	2,797	-59,7%	-10,2%
Crédits à l'équipement	286,596	283,789	305,564	301,960	294,836	302,021	336,931	350,443	354,756	20,3%	1,2%
Autres crédits	1,584	1,554	6,423	1,865	1,770	1,745	1,597	1,576	1,451	-18,0%	-7,9%
Encours sain	316,522	301,939	320,390	315,555	311,165	313,897	347,051	363,972	365,256	17,4%	0,4%
Créances douteuses brutes	2,800	2,864	0,003	0,058	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	-9,4%	1,0%
Encours total	319,322	304,803	320,393	315,613	311,168	313,900	347,054	363,975	365,259	17,4%	0,4%
Taux de créances douteuses	0,9%	0,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0 pt	0,0 pt
Autres agents											
Encours sain	114,937	108,265	118,956	125,631	152,366	160,152	165,692	176,273	181,291	19,0%	2,8%
Créances douteuses brutes	0,883	0,879	1,459	1,021	0,683	0,856	0,718	0,691	0,616	-9,8%	-10,8%
Encours total	115,820	109,144	120,415	126,652	153,049	161,008	166,410	176,964	181,907	18,9%	2,8%
Taux de créances douteuses	0,8%	0,8%	1,2%	0,8%	0,4%	0,5%	0,4%	0,4%	0,3%	-0,1 pt	-0,1 pt
TOTAL											
Encours sain	6 227,195	6 391,257	6 779,370	6 792,785	7 012,201	7 189,081	7 657,889	7 653,433	7 909,689	12,8%	3,3%
Créances douteuses brutes	478,312	476,961	455,790	457,642	464,660	467,122	496,419	498,964	523,154	12,6%	4,8%
Encours total	6 705,507	6 868,218	7 235,160	7 250,427	7 476,861	7 656,203	8 154,308	8 152,397	8 432,843	12,8%	3,4%
Taux de créances douteuses	7,1%	6,9%	6,3%	6,3%	6,2%	6,1%	6,1%	6,1%	6,2%	0,0 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	65,6%	65,6%	65,3%	65,4%	64,3%	64,9%	61,2%	60,2%	60,6%	-3,7 pt	0,4 pt

L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours des crédits sains des E.C. locaux



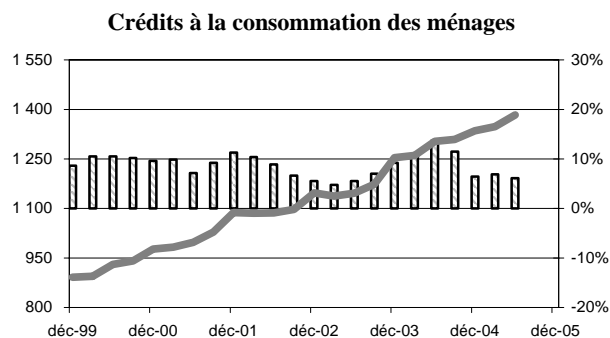
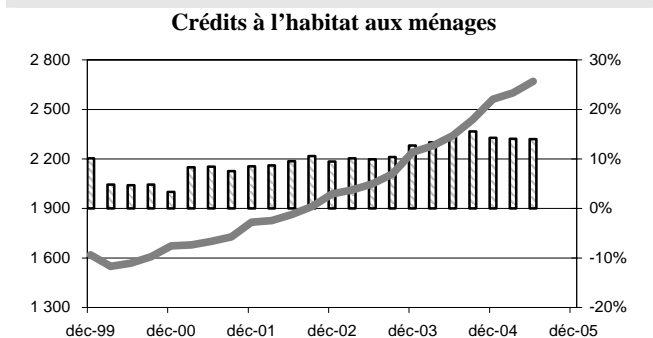
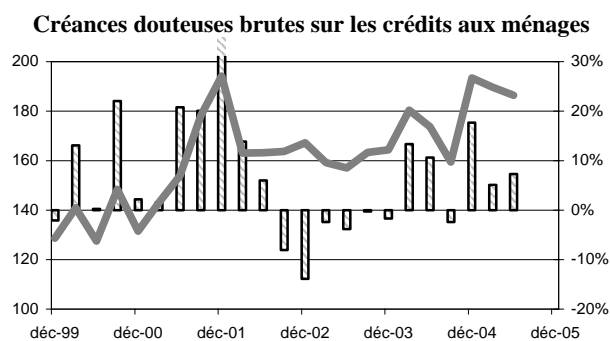
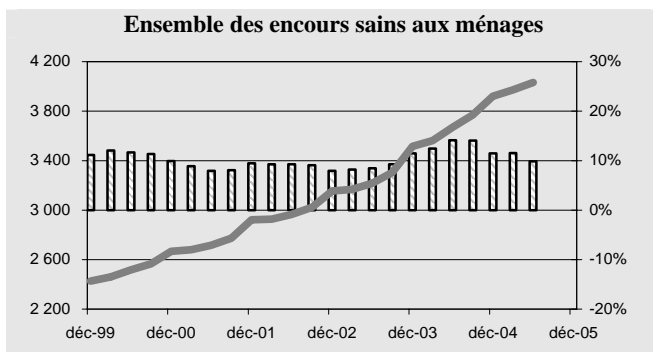
Encours des crédits douteux bruts des E.C. locaux



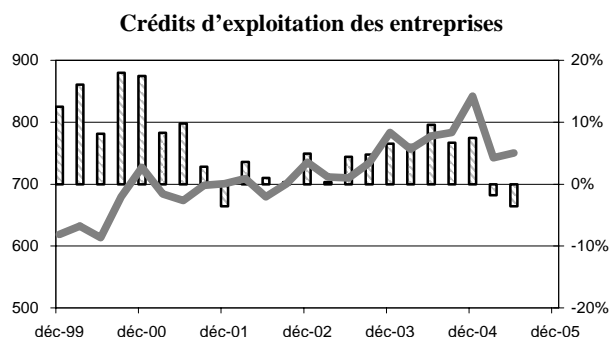
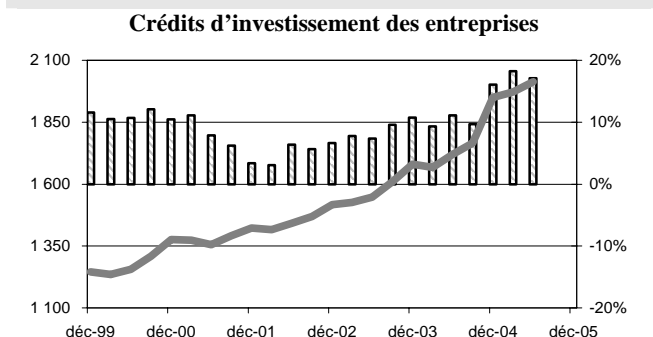
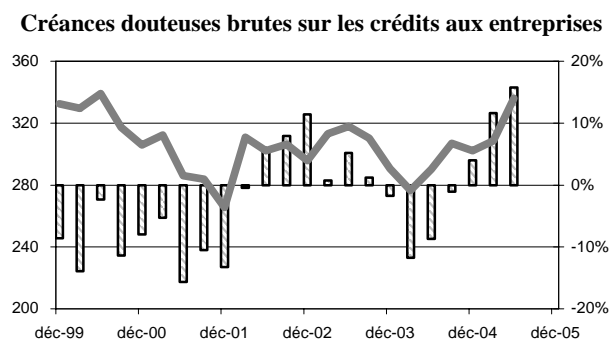
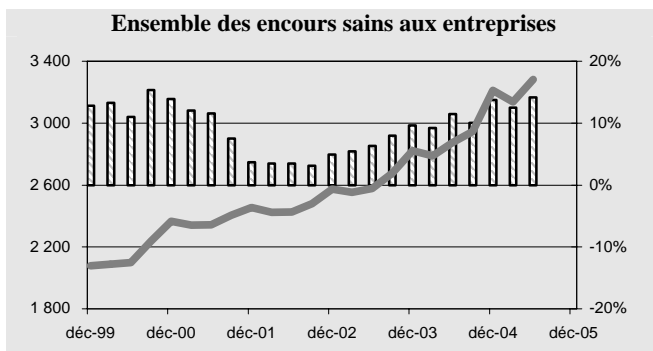
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

L'endettement des ménages



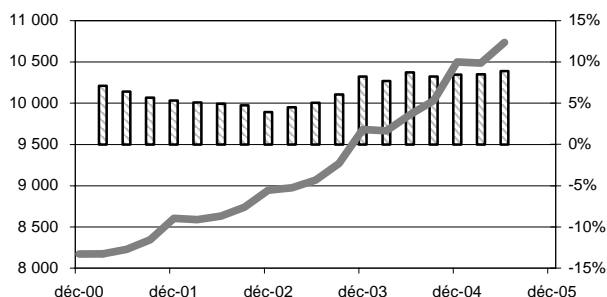
L'endettement des entreprises



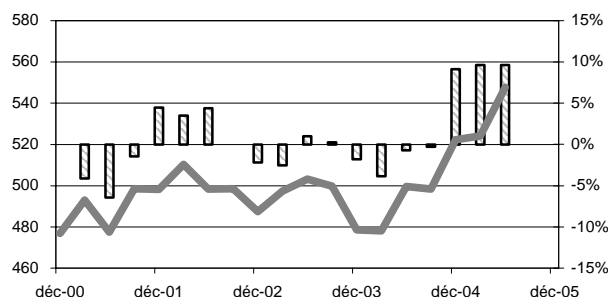
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-03	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	713,190	739,072	794,859	760,210	786,187	783,852	844,695	750,492	819,425	4,2%	9,2%
<i>Créances commerciales</i>	131,111	136,592	138,099	124,880	130,891	139,894	152,743	130,159	143,025	9,3%	9,9%
Crédits de trésorerie	402,391	431,079	487,859	465,788	464,783	456,941	492,597	434,925	460,625	-0,9%	5,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	133,292	118,693	107,093	118,306	134,237	128,552	132,247	121,792	148,673	10,8%	22,1%
Affacturation	46,396	52,708	61,808	51,236	56,276	58,465	67,108	63,616	67,102	19,2%	5,5%
Crédits d'investissement	1 597,994	1 656,884	1 723,761	1 713,387	1 759,979	1 807,866	1 991,068	2 011,734	2 055,431	16,8%	2,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 440,376	1 496,187	1 540,946	1 527,438	1 565,443	1 604,954	1 775,226	1 806,085	1 850,436	18,2%	2,5%
<i>Crédit-bail</i>	157,618	160,697	182,815	185,949	194,536	202,912	215,842	205,649	204,995	5,4%	-0,3%
Crédits à l'habitat	1 970,307	1 990,596	2 017,457	2 031,382	2 051,163	2 077,498	2 121,169	2 140,468	2 165,313	5,6%	1,2%
Autres crédits	71,378	72,528	76,182	68,834	67,835	68,536	56,993	49,340	51,094	-24,7%	3,6%
Encours sain	4 352,869	4 459,080	4 612,259	4 573,813	4 665,164	4 737,752	5 013,925	4 952,034	5 091,263	9,1%	2,8%
Créances douteuses brutes	324,883	316,463	297,622	280,746	300,563	313,721	310,852	316,740	343,099	14,2%	8,3%
Encours total	4 677,752	4 775,543	4 909,881	4 854,559	4 965,727	5 051,473	5 324,777	5 268,774	5 434,362	9,4%	3,1%
Taux de créances douteuses	6,9%	6,6%	6,1%	5,8%	6,1%	6,2%	5,8%	6,0%	6,3%	0,3 pt	0,3 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 187,619	1 215,719	1 297,361	1 304,991	1 347,535	1 354,126	1 381,501	1 395,769	1 430,193	6,1%	2,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 096,763	1 117,195	1 189,036	1 201,080	1 242,671	1 246,647	1 278,410	1 285,162	1 313,546	5,7%	2,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	43,680	48,701	54,453	47,897	46,591	46,962	44,712	51,255	57,931	24,3%	13,0%
<i>Crédit-bail</i>	47,176	49,823	53,872	56,014	58,273	60,517	58,379	59,352	58,716	0,8%	-1,1%
Crédits à l'habitat	2 318,531	2 384,283	2 523,412	2 565,285	2 632,312	2 728,098	2 789,294	2 828,983	2 903,814	10,3%	2,6%
Autres crédits	27,014	26,551	27,903	26,885	31,163	28,790	43,618	30,518	34,095	9,4%	11,7%
Encours sain	3 533,164	3 626,553	3 848,676	3 897,161	4 011,010	4 111,014	4 214,413	4 255,270	4 368,102	8,9%	2,7%
Créances douteuses brutes	167,884	173,506	173,654	190,587	182,480	168,088	199,214	195,231	193,253	5,9%	-1,0%
Encours total	3 701,048	3 800,059	4 022,330	4 087,748	4 193,490	4 279,102	4 413,627	4 450,501	4 561,355	8,8%	2,5%
Taux de créances douteuses	4,5%	4,6%	4,3%	4,7%	4,4%	3,9%	4,5%	4,4%	4,2%	-0,1 pt	-0,1 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	28,342	16,596	8,403	11,730	14,559	10,131	8,523	11,953	9,049	-37,8%	-24,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	20,553	10,441	5,781	7,721	7,620	3,238	4,145	8,837	6,252	-18,0%	-29,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	7,789	6,155	2,622	4,009	6,939	6,893	4,378	3,116	2,797	-59,7%	-10,2%
Crédits à l'équipement	917,557	935,298	965,894	941,795	904,604	903,855	987,057	981,083	979,000	8,2%	-0,2%
Autres crédits	82,753	77,775	81,094	73,265	71,920	67,846	63,890	60,278	57,271	-20,4%	-5,0%
Encours sain	1 028,652	1 029,669	1 055,391	1 026,790	991,083	981,832	1 059,470	1 053,314	1 045,320	5,5%	-0,8%
Créances douteuses brutes	9,599	8,975	5,862	5,762	15,845	15,785	11,511	11,479	10,613	-33,0%	-7,5%
Encours total	1 038,251	1 038,644	1 061,253	1 032,552	1 006,928	997,617	1 070,981	1 064,793	1 055,933	4,9%	-0,8%
Taux de créances douteuses	0,9%	0,9%	0,6%	0,6%	1,6%	1,6%	1,1%	1,1%	1,0%	-0,6 pt	-0,1 pt
Autres agents											
Encours sain	153,922	154,247	165,343	168,776	196,088	202,237	212,821	226,405	231,421	18,0%	2,2%
Créances douteuses brutes	0,883	0,879	1,459	1,021	0,683	0,856	0,718	0,691	0,616	-9,8%	-10,8%
Encours total	154,805	155,126	166,802	169,797	196,771	203,093	213,539	227,096	232,037	17,9%	2,2%
Taux de créances douteuses	0,6%	0,6%	0,9%	0,6%	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	-0,1 pt	0,0 pt
TOTAL											
Encours sain	9 068,607	9 269,549	9 681,669	9 666,540	9 863,345	10 032,835	10 500,629	10 487,023	10 736,106	8,8%	2,4%
Créances douteuses brutes	503,249	499,823	478,597	478,116	499,572	498,450	522,295	524,141	547,581	9,6%	4,5%
Encours total	9 571,856	9 769,372	10 160,266	10 144,656	10 362,917	10 531,285	11 022,924	11 011,164	11 283,687	8,9%	2,5%
Taux de créances douteuses	5,3%	5,1%	5,1%	4,7%	4,8%	4,7%	4,7%	4,8%	4,9%	0,0 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	62,7%	63,1%	62,5%	63,0%	60,1%	61,2%	58,5%	57,7%	58,2%	-1,9 pt	0,5 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.



Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.

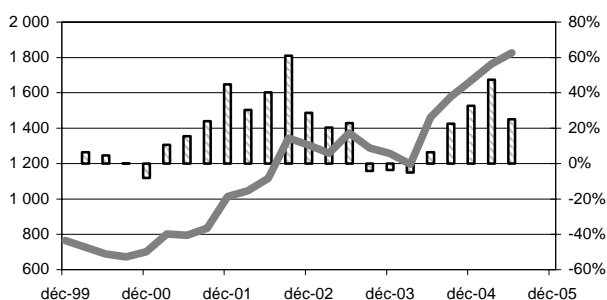


5. La position extérieure nette du système bancaire local

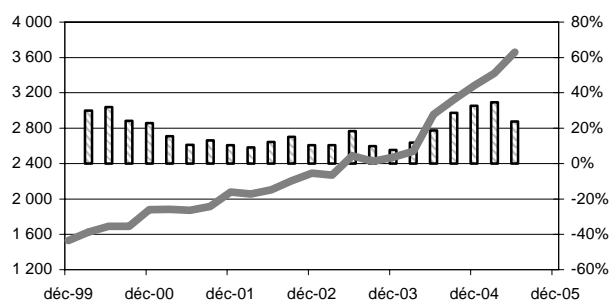
	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-03	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	1 an	1 trim
Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux (A)	1 372,371	1 287,455	1 257,551	1 196,636	1 461,064	1 577,566	1 668,972	1 764,121	1 827,204	25,1%	3,6%
Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux (B)	2 488,021	2 424,011	2 471,691	2 540,090	2 955,282	3 121,559	3 281,056	3 420,413	3 659,075	23,8%	7,0%
Position extérieure nette du système bancaire local (A)-(B)	-1 115,650	-1 136,556	-1 214,140	-1 343,454	-1 494,218	-1 543,993	-1 612,084	-1 656,292	-1 831,871	-22,6%	-10,6%

Position extérieure nette

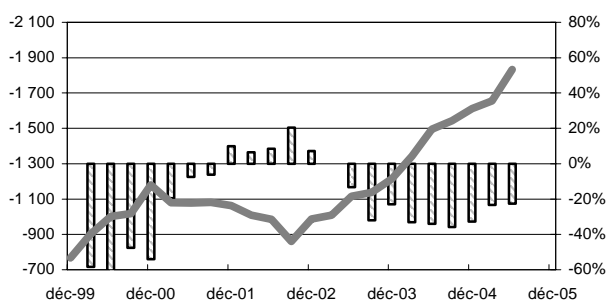
Avoirs extérieurs des EC locaux



Engagements extérieurs des EC locaux

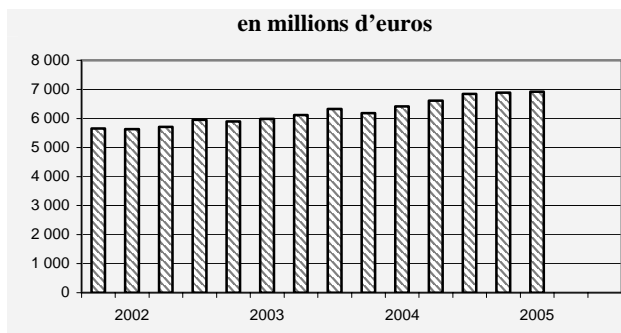


Position extérieure nette

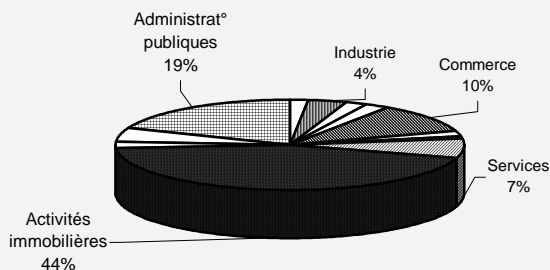


6. Risques sectoriels

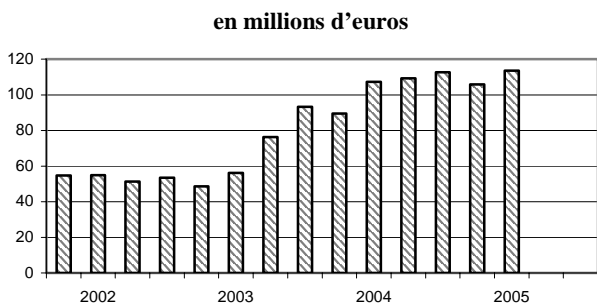
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



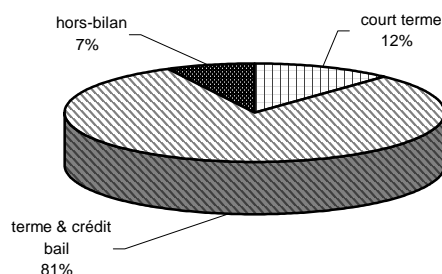
Répartition des risques par secteur au 30 juin 2005



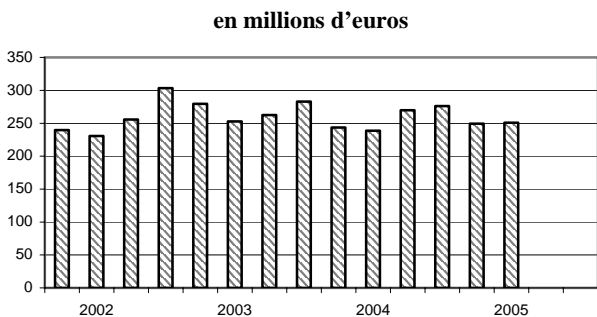
Risques bancaires sur le secteur primaire



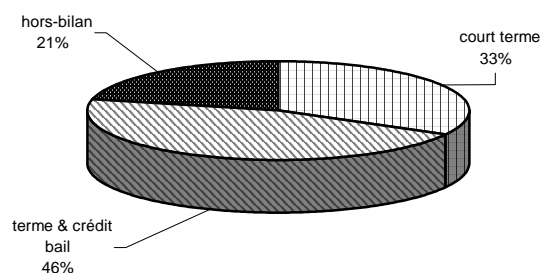
Répartition des risques par secteur au 30 juin 2005



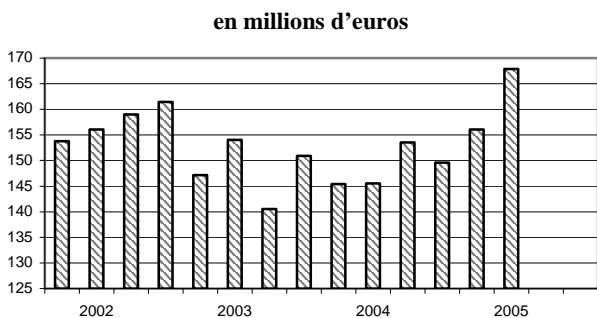
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie



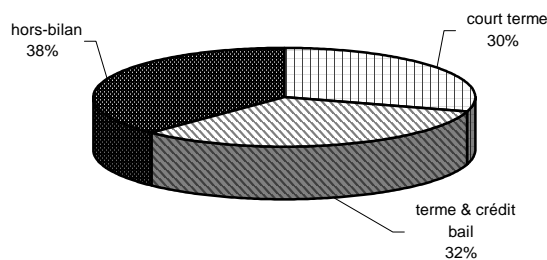
Répartition des risques par secteur au 30 juin 2005



Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics

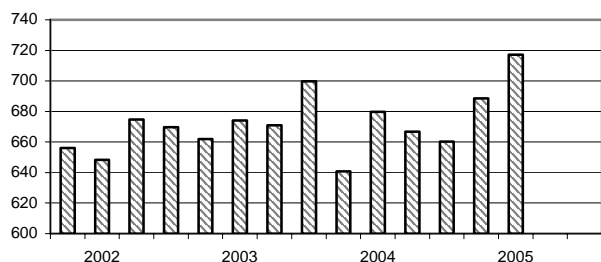


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2005

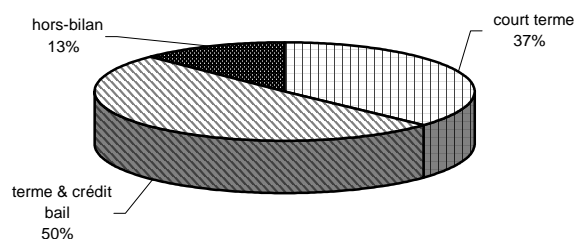


Risques bancaires sur le secteur du commerce

en millions d'euros

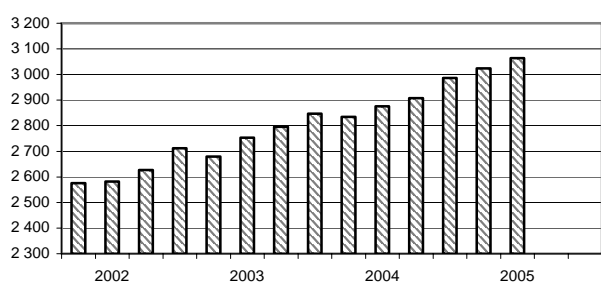


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2005

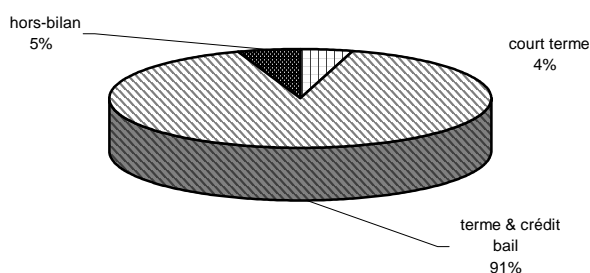


Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

en millions d'euros

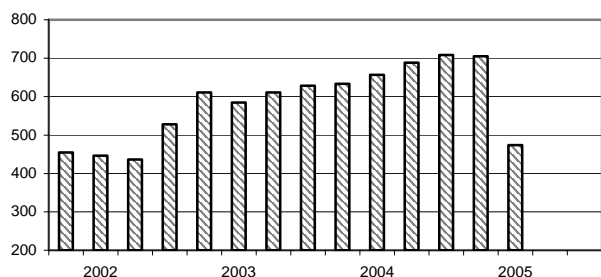


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2005

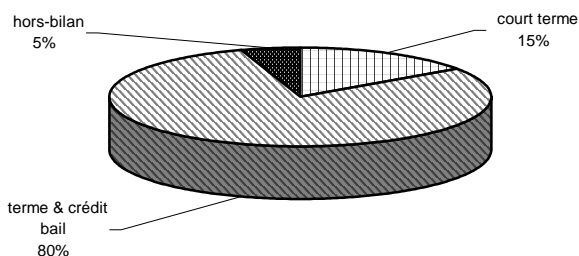


Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

en millions d'euros

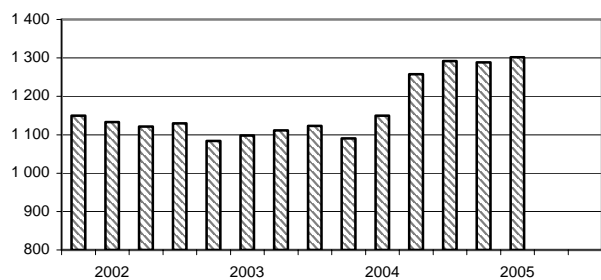


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2005

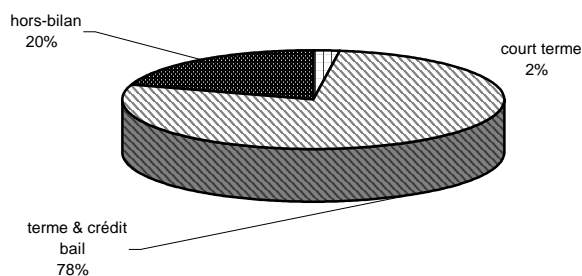


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

en millions d'euros



Répartition des risques par secteur au 30 juin 2005



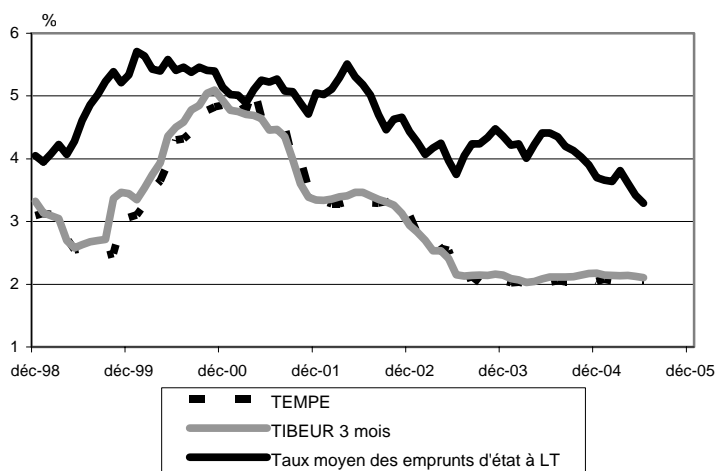
7. Rappel des taux

7.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (09/06/03)	2,00%
Taux de la facilité de dépôt (06/06/03)	1,00%
Taux de la facilité de prêt marginal (06/06/03)	3,00%

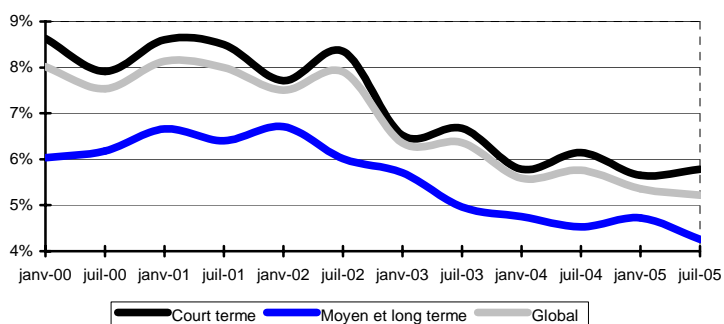
TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 05)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,00%	2,00%	3,00%
PEL*	CEL*	
2,50%	1,25%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2004 (JO du 15/02/04)	2,27%	
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)	2,05%	

7.2 Principaux taux de marché



7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	juil-04	janv-05	juil-05
Court terme	6,15%	5,65%	5,78%
. Escompte	5,30%	5,98%	5,93%
. Découvert	7,03%	5,52%	6,70%
. Autres CT	5,02%	5,49%	4,38%
Moyen et long terme	4,53%	4,72%	4,26%
Taux moyen pondéré global	5,76%	5,36%	5,22%



7.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		janv-04	avr-04	juil-04	oct-04	janv-05	avr-05	juil-05
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	6,88%	6,77%	6,67%	6,56%	6,63%	6,29%	6,03%
	- Prêts à taux variable	6,40%	6,11%	5,88%	5,85%	5,84%	5,69%	5,53%
	- Prêts relais	7,12%	7,04%	6,72%	6,68%	6,56%	6,20%	5,92%
	Autres prêts							
- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	21,25%	20,85%	20,73%	20,13%	19,45%	19,60%	19,87%	
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	9,96%	9,60%	9,07%	9,12%	8,85%	8,87%	8,29%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	16,84%	16,52%	16,64%	16,21%	16,33%	16,53%	16,77%	
Entreprises	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,33%	8,52%	8,40%	8,55%	8,47%	8,53%	8,95%
	- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans à taux fixe	6,48%	6,57%	6,41%	6,47%	6,65%	6,43%	6,31%
	- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans à taux variable	6,33%	6,35%	6,00%	6,08%	6,01%	5,79%	5,67%
	- Découverts en compte (**)	10,85%	11,05%	10,73%	11,27%	11,71%	11,55%	11,72%
	- Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à 2 ans	8,67%	8,49%	7,73%	8,20%	7,88%	7,67%	7,81%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

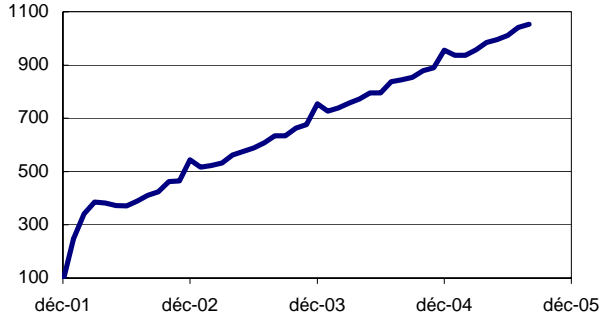
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

8. Monnaie fiduciaire

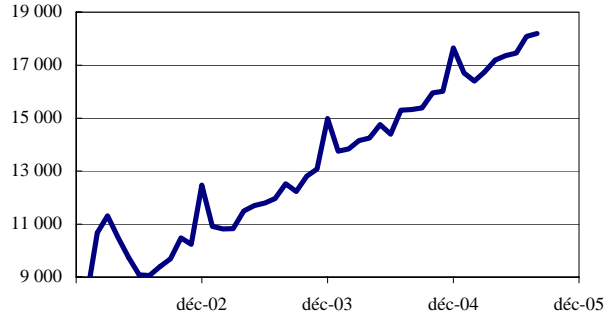
8.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin août 2005)

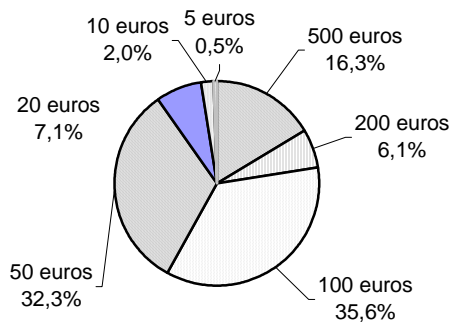
en valeur (en millions d'euros)



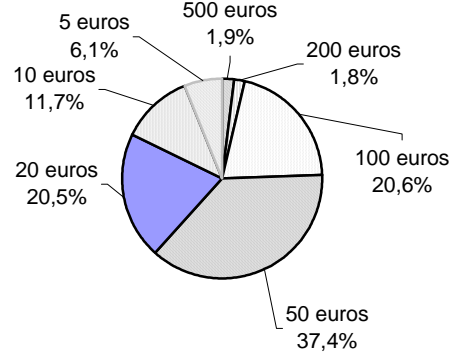
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur au 31 août 2005



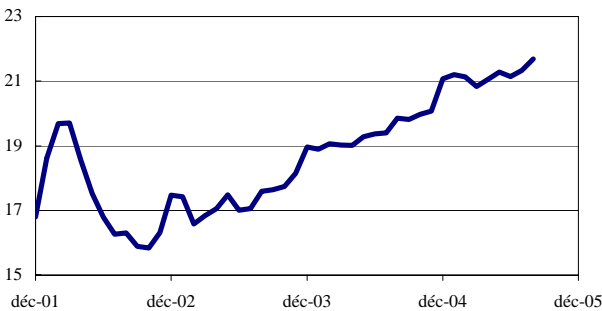
Répartition par quantité au 31 août 2005



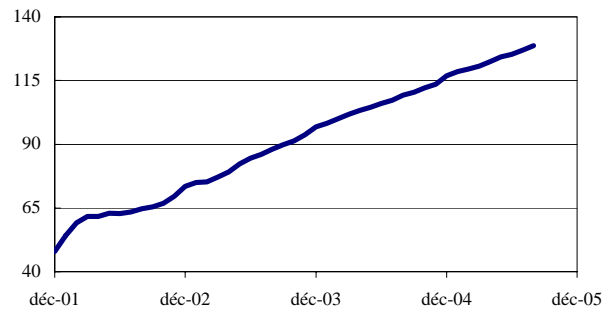
8.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin août 2005)

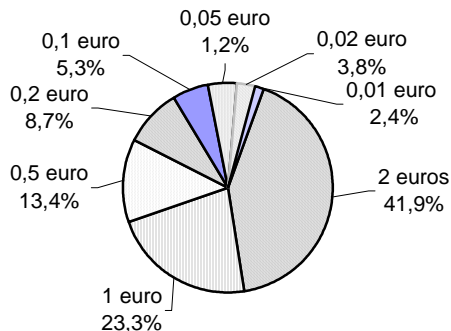
en valeur (en millions d'euros)



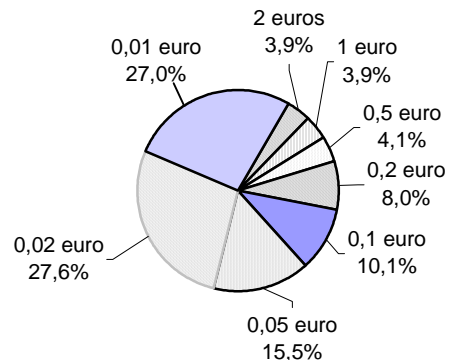
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur au 31 août 2005



Répartition par quantité au 31 août 2005



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY
Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA
Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 15 septembre 2005
Dépôt légal – Septembre 2005